

La présidence allemande face aux enjeux européens

Jacques Le Dauphin – 16 janvier 2007

Depuis le 1^{er} janvier 2007, et pour une durée de 6 mois, l'Allemagne assume la présidence tournante de l'Union européenne, qui compte aujourd'hui, avec l'entrée cette année de la Bulgarie et de la Roumanie, 27 membres. Au-delà de propos résolument offensifs de la chancelière Angéla Merkel (*), la présidence allemande sait pertinemment qu'elle ne pourra pas, en un si bref délai, répondre aux « attentes lourdes » que pose la construction européenne. Mais ça ne signifie nullement un immobilisme de sa part. Pour l'Allemagne cette présidence est envisagée comme une « période charnière », inscrivant des priorités dans un programme commun de 18 mois avec les présidences portugaise et slovène qui suivront, jusqu'à la présidence française qui interviendra fin 2008. Ce moment charnière sera naturellement marqué par la crise du « processus constitutionnel », avec les « Non » français et néerlandais au projet de traité, ainsi que des oppositions manifestes qui se seraient exprimées si des référendums avaient été organisés dans d'autres pays. Ainsi Angéla Merkel a-t-elle déclaré à ce propos, le 14 janvier »Nous ne pourrions pas vivre dans cette Europe si nous ne parvenons pas d'ici à la présidence française, à trouver un moyen de repartir sur la Constitution«... » Nous allons mener des consultations confidentielles avec les différents Etats membres et leur demander très clairement les dispositions du traité qu'ils ne peuvent accepter«... » je rappelle que 18 Etats membres ont ratifié le traité, ils ne doivent pas être mis de côté ». La démarche allemande est des plus claires, elle portera sur la relance active du processus, en préparant le terrain à une renégociation permettant de sauver l'essentiel du traité constitutionnel, à savoir les fondements libéraux, tout en laissant passer naturellement les élections françaises. Une démarche que Angéla Merkel traduit par « redonner du sens à l'intégration européenne ». C'est dire combien l'intervention politique et populaire doit continuer à s'affirmer dans cette période, car elle est propice à tous les mauvais coups. D'autant qu'en lien plusieurs priorités sont mises en avant par la présidence allemande pour les 18 mois à venir, dans les domaines, économique, monétaire, social, énergétique, de l'immigration. Elles sont des plus préoccupantes. Elles mériteraient un examen approfondi, ce que ne permet pas le format d'un tel article. C'est pourquoi on s'attachera surtout à mettre en relief celles concernant l'action extérieure de l'Union européenne. Pour celles-ci les approches de la présidence allemande restent volontairement floues, sans priorités clairement visibles. Si dans les autres domaines les orientations préconisées sont inquiétantes, le flou sur l'international n'est guère plus rassurant. Angéla Merkel dont on connaît le penchant transatlantique prononcé, est cependant très discrète dans ses dernières déclarations sur le sujet. Elle a sans aucun doute en vue les résultats de « L'eurobaromètre de décembre 2006 » marquant un soutien très majoritaire des opinions européennes à la PESD, conjugué avec le souhait de voir l'Union européenne jouer un rôle plus actif, en autonomie de la politique américaine, sur les questions internationales. Elle connaît aussi l'hostilité, dans son propre pays, au rêve américain d'élargissement des missions de l'Otan. Peut-être se réserve-t-elle la possibilité de peser lors des deux importantes rencontres qui auront lieu à Berlin, le 25 mars où une importante déclaration devrait être adoptée à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la signature du Traité de Rome, en juin lors du sommet du G8, sous présidence allemande ? Klaus Neubert, ambassadeur d'Allemagne en France a dans son audition au sénat, le 29/11/06, été un peu plus prolix, bien que de manière très générale. Ainsi le Moyen-Orient n'est perçu qu'au travers des crises traversées, sans véritable analyse de fond C'est sans doute pourquoi l'accent est porté essentiellement sur la dimension militaire pour y faire face, sans doute inspiré du nouveau « Livre blanc » sur la défense, adopté par le Bundestag en octobre 2006. En dernière analyse c'est dire combien l'intervention des opinions doit se manifester en faveur d'une alternative progressiste à la construction européenne. En France la période électorale ouverte est des plus propice pour avancer des propositions. Le Mouvement de la paix et l'ensemble des forces pacifistes ont du grain à moudre ces prochaines semaines.

(*) Interview au journal « La Tribune » (29/12/06) et entretien accordé au journal « Le Monde » et à « France3 » (14/1/07)